



AMBASSADE DE SUISSE
SAN SALVADOR
EL SALVADOR

SAN SALVADOR, le 19 mai 1978

Alameda Roosevelt 3107, 3^e Piso
Apartado postal (01) 156
Téléphone No. 23-47-87

Réf.: 350.0 - PO/sd

ad. 0.231. - KH/hg

Direction Politique II
Département politique fédéral

Confidentielle

3003 B e r n e

an	KH/NN				a/a
Date	29.5.78				56
Via	U. G.				6
29. Mai 1978					
0.231.07.					

Les paysans salvadoriens

Monsieur l'Ambassadeur,

Votre lettre du 5 mai dernier concernant le sujet cité en exergue, conjugué avec l'occupation par une délégation de paysans salvadoriens des locaux de la Chancellerie de l'Ambassade, me parvient au moment où je m'apprête à quitter définitivement San Salvador pour mon nouveau poste.

Les considérations dont vous avez bien voulu me faire part dans vos lignes précitées ont retenu toute mon attention. Par mon rapport politique No. 1 (rapport de fin de mission) du 6 avril, j'avais esquissé d'une manière succincte la situation politique interne telle qu'actuellement elle se présente à mon avis en El Salvador. Comme je vous l'écrivais, après les troubles qui avaient caractérisé la fin du septennat Molina, une accalmie s'était produite dans la vie politique du pays, après que le Général Romero eut revêtu la charge de la Présidence de la République. Cette accalmie malheureusement devait s'avérer trompeuse et après quelques mois de Présidence, le Général Romero se voyait à nouveau soumis à une pression, qui devait aller en s'accroissant, de la part de mouvements subversifs en activité en El Salvador depuis ces dernières années. Cette recrudescence de la pression - si l'on veut la situer dans le temps - a commencé en février dernier, lorsque certaines organisations se rattachant à l'aile gauche de l'opposition, tentèrent - en vain - de commémorer le premier anniversaire des troubles qui endeuillèrent les élections présidentielles de février 1977. Le Gouvernement, sans recourir à des mesures brutales comme avait la coutume de le faire le Colonel Molina, a néanmoins montré qu'il savait aussi utiliser la manière forte pour contre-carrer des tentatives de troubles internes. Une escalade s'ensuivit dans les affrontements entre le Gouvernement et les mouvements subversifs; les actes de violence de part et d'autre devinrent de plus en plus fréquents et parmi ceux-ci, il convient de mentionner les troubles qui ensanglantèrent certaines régions de la campagne salvadorienne, en particulier celles de San Pedro Perulapan et de Cojutepeque (centre de la République). Il est certes difficile de se faire une opinion exacte de quel côté il convient de placer les



responsabilités. Les témoins oculaires neutres font défaut. Certaines informations que j'ai pu recueillir et qui, me semble-t-il, correspondent à peu près à la vérité, font cependant ressortir que des Organisations syndicales paysannes (FECCAS et UTC), dirigées sans aucun doute par des éléments révolutionnaires, mirent sous pression les paysans résidant dans les zones ci-dessus mentionnées afin de les contraindre à adhérer à leurs mouvements. Dans cette campagne d'intimidation, les syndicats se trouvèrent en opposition directe avec l'Organisation para-militaire ORDEN (Organización Democrática Nacional), créée il y a plusieurs années par le Chef du Service de Presse du Ministère de la Défense et qui, par un système de quadrillage assez efficace, permet au Gouvernement de dominer et de contrôler dans la mesure du possible la situation, à la campagne. C'est alors qu'intervinrent entre des membres de FECCAS/UTC et ORDEN des affrontements armés qui firent de part et d'autre un certain nombre de victimes et obligèrent les paysans des deux bords vraisemblablement, femmes et enfants y compris, à chercher refuge ailleurs. L'armée fut appelée à la rescousse, encercla les zones affectées et rétablit l'ordre cela sans doute à la manière forte. Les groupes de paysans rattachés à FECCAS/UTC s'enfuirent alors vers la capitale et trouvèrent asile aussi bien à l'Archevêché que dans les Instituts religieux de San Salvador. J'ouvre ici une parenthèse pour relever ceci : alors que jusqu'à présent, les efforts entrepris en El Salvador par les paysans pour améliorer leur sort étaient dirigés uniquement contre les propriétaires terriens (ou le Gouvernement), on se trouve confronté cette fois-ci non plus à une lutte de classes, mais bien à des affrontements au sein de la paysannerie salvadorienne elle-même, affrontements qui pourraient se convertir avec le temps en une guerre civile. La tactique suivie par les syndicats paysans communistes n'ayant pas été couronnée de succès, puisqu'elle n'entraîna pas, parmi les paysans, le raz-de-marée attendu par les dirigeants syndicalistes, les organes directeurs des mouvements subversifs décidèrent de passer à une nouvelle étape en occupant tout d'abord la Cathédrale, puis quatre Ambassades étrangères. Vous savez la suite que connut cette nouvelle tentative de contraindre le Gouvernement salvadorien à négocier avec les mouvements de gauche et, partant, leur conférer un statut légal que les Gouvernements successivement au pouvoir en El Salvador se sont toujours refusés à leur accorder. Depuis lors, d'autres groupuscules, toujours d'obédience communiste, se sont engagés dans quelques actions ayant le même but : ce fut tout d'abord l'occupation du Siège central de la Croix-Rouge salvadorienne dans la capitale, occupation qui tourna court, la Croix-Rouge ayant vidé les lieux pour s'installer dans d'autres locaux. Voyant l'inanité de leurs efforts, les occupants de la Croix-Rouge se retirèrent pour revenir une semaine plus tard à la charge, dès que la Croix-Rouge eut réintégré ses locaux. Cela eut pour conséquence de contraindre une nouvelle fois cette Organisation à répéter son action et à quitter derechef les lieux ! Depuis quelques jours, d'autre part, une vague de séquestre déferle sur le pays; dimanche, c'étaient deux industriels parmi les plus riches du pays qui disparaissaient et il y a deux jours, ce fut le Président (de nationalité japonaise) des Fabriques de textiles INSINCA (à capital réparti 50 % entre le Gouvernement salvadorien et des entreprises japonaises) qui était enlevé par les FARN (Fuerzas armadas de Resistencia nacional); alors que jusqu'à présent, on ne sait rien du sort réservé aux deux industriels salvadoriens (par qui ont-ils été enlevés ? s'agit-il d'un simple gangstérisme ?), les FARN ont fait savoir qu'ils allaient poser, par l'intermédiaire du Gouvernement japonais, des conditions au Gouvernement salvadorien; si celles-ci

ne devaient pas être acceptées, l'otage serait exécuté. Par ailleurs, j'ai appris de source sûre que d'autres enlèvements seraient prévus pour ces prochains jours, parmi lesquels devrait figurer un ressortissant suisse; notre refus d'accepter, lors de l'occupation de la Chancellerie de recevoir la requête que voulaient me remettre les occupants et la porter à la connaissance du Gouvernement suisse, a incité les organisations subversives - à ce qu'il paraît - à s'attaquer une nouvelle fois à un objectif suisse.

Comme vous pouvez le constater par ce bref résumé des événements survenus dans mon pays de résidence ces derniers mois, le volet "paysan" ne représente en fait qu'une portion congrue de l'action en cours, menée contre le Gouvernement par les Organisations dirigées certainement depuis l'extérieur et qui cherchent à désorganiser à tout prix la vie politique et économique du pays. Certes, les conditions de vie dans lesquelles les paysans salvadoriens doivent parfois chercher à survivre sont dures. Pendant les quatre ans que je viens de passer en El Salvador, j'ai pu néanmoins constater que le Gouvernement ne lésinait pas sur l'effort pour améliorer ces conditions de vie en prenant les mesures qui s'imposent. L'expérience malheureuse faite en 1976 dans l'introduction d'une réforme agraire qui échoua, à la suite des pressions exercées par l'entreprise privée sur le Gouvernement ne doit pas cacher la réalité. A titre d'exemple, je citerai l'amélioration de l'enseignement scolaire (un quart du budget de l'Etat lui est consacré) qui est porté dans les coins les plus reculés de la République grâce aux deux chaînes de TV éducative, développement de l'infrastructure rurale (constructions de nombreuses routes et chemins vicinaux, d'aqueducs, etc.); les salaires minimaux des ouvriers agricoles sont augmentés régulièrement. Plusieurs membres de la colonie suisse qui sont propriétaires depuis de longues années de "fincas" de café ou de domaines de canne à sucre ou de coton, m'assurent que les salaires minimaux payés actuellement permettent à celui qui travaille de subsister décemment. On ne saurait cependant ignorer que, par la force des choses, les récoltes de café, coton et sucre, qui forment les 3 produits principaux d'exportation salvadorienne, ne se répartissent que sur une période de l'année et que les autres mois, les paysans sont souvent au chômage, surtout ceux qui font partie de la population flottante et qui s'offrent au gré des jours aux meilleurs employeurs. Si l'on peut donc faire état de troubles dans des zones rurales de El Salvador, il faut en chercher la cause, à mon avis, non pas dans l'état de relative pauvreté dans lequel vivent ces paysans, mais plutôt dans l'action concertée d'agitateurs politiques, souvent formés à l'étranger et qui appellent la paysannerie à la révolte. Le terrorisme international a choisi El Salvador comme terrain d'essai. On comprendra donc que dans ces conditions le Gouvernement ne peut rester les bras croisés devant ces tentatives de désordre et qu'il prenne les mesures qui s'imposent. Et comme nous sommes dans un pays latino-américain, les choses ne se règlent certainement pas comme au pied de nos Alpes. Des observations que j'ai pu faire tout au long de mon séjour en El Salvador, je tire donc la conclusion que le sort des populations paysannes doit sans doute être amélioré, mais que cela ne saurait se faire d'un jour à l'autre et, dans tous les cas, pas en recourant à la violence.

J'espère que ces quelques réflexions vous permettront de vous faire une image de la situation qui règne actuellement dans ce petit pays centro-américain. Par les coupures de presse reçues du Service d'information et de presse du Département, j'ai pu constater que la réalité a été fortement déformée, sinon tronquée, par certains journalistes suisses en mal de sensation.

- 4 -

Pour répondre plus concrètement aux questions soulevées dans votre lettre du 5 mai 1978, je puis ajouter ceci : je ne dispose pas pour l'instant de renseignements sur le sort qui a été réservé aux occupants des Ambassades et de la Cathédrale qui ont été ramenés à leur foyer le 18 avril dernier sous le couvert des quatre Chefs de missions diplomatiques et de la Croix-Rouge. J'ai tout lieu de croire qu'ils sont sains et saufs. Comme je vous l'ai écrit, le Gouvernement a tenu sa parole et n'a pas cherché à molester, voire à arrêter ces personnes; si depuis lors certaines d'entre elles ont de nouveau commis des actes contraires à la loi, il est fort possible qu'elles aient pu avoir maille à partir avec les Services de sécurité de l'Etat. Comme par ailleurs, nous ne disposons d'aucun nom ni d'aucune adresse, il est fort probable que nous ne saurons jamais si ces occupants ont eu par la suite des démêlés avec la justice salvadorienne.

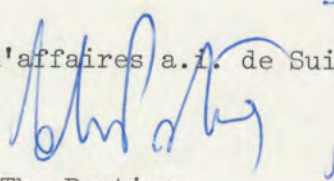
Vous suggérez enfin dans vos lignes de maintenir un contact informel avec l'Archevêque de San Salvador ou son représentant. Je ne puis à ce propos que conseiller à mon successeur d'être extrêmement prudent dans ses rapports avec ce Haut-Prélat de l'Eglise catholique. Sa position politique par rapport au Gouvernement salvadorien est connue; à celle-ci s'ajoute vraisemblablement le ressentiment personnel de l'Archevêque envers le Président Romero; ces faits ne sont guère engageants pour la poursuite du dialogue qui devrait avoir lieu entre les deux parties et notre représentant en El Salvador pourrait subitement se trouver dans une situation de porte-à-faux, s'il ne veille pas au grain.

Pour ce qui est du projet HEKS, je ne sais rien à son sujet; je me permets de considérer cette initiative d'une organisation religieuse suisse comme sujette à caution et je me demande si celle-ci est exactement informée sur les conditions régnant dans le pays. Sans aucun doute, les paysans salvadoriens ont un besoin vital d'être conseillés, voire protégés, juridiquement dans leurs rapports avec les propriétaires terriens et l'administration locale. Il m'intéresserait toutefois de connaître quels sont les partenaires salvadoriens avec lesquels HEKS est en contact pour assurer cette couverture juridique des paysans salvadoriens; il sera certainement utile à mon successeur d'être orienté le plus rapidement possible sur ce projet. Pour ma part, je ne peux que regretter que cette organisation n'ait pas cru bon de devoir prendre contact avec l'Ambassade, avant de s'engager dans ce projet.

Pour terminer, je voudrais m'excuser de la longueur de ce rapport; je crois cependant qu'il était nécessaire de faire le tour du problème d'une manière aussi complète que possible.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chargé d'affaires a.i. de Suisse :



Th. Portier

Copie :

Ambassade de Suisse, Guatemala